



FÉDÉRATION GÉNÉRALE
DES FONCTIONNAIRES
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



COMMUNIQUE

Paris, le 14 septembre 2026

500 millions d'euros en moins sur le budget 2026 en cours d'année, l'État déraile !

Cette coupe budgétaire intervient en 2026 alors même que le budget voté pour l'année portait déjà la marque d'une austérité sévère. Après une loi de finances construite sur la réduction de la dépense publique, le Gouvernement choisit d'aggraver encore la situation par décret : des crédits votés par le Parlement sont repris en cours d'année, sans débat démocratique à la hauteur des enjeux sociaux, environnementaux et humains.

Le décret du 11 juin 2026 annule ainsi près d'un demi-milliard d'euros de crédits de paiement sur de nombreuses politiques publiques, tout en ouvrant parallèlement des crédits ciblés. Autrement dit, le Gouvernement organise ses priorités budgétaires au détriment des missions publiques qui protègent, accompagnent et répondent aux besoins quotidiens de la population.

Pour la FGF-FO, cette méthode confirme une logique inacceptable : lorsque les choix budgétaires deviennent intenables, ce sont encore les services publics, les agents et les missions utiles à la population qui sont sacrifiés et transformés en variable d'ajustement.

Alors que la France vient de traverser une période de canicule exceptionnelle, mettant à l'épreuve les agents, les usagers et l'ensemble des services publics, le Gouvernement fait le choix de frapper précisément là où l'action publique devrait être renforcée : 157,5 millions d'euros sont retirés au ministère de l'Écologie, du Développement et de la Mobilité durables.

Cette décision est scandaleuse, dangereuse et irresponsable. Elle affaiblit la capacité de l'État à protéger les populations, à accompagner les territoires et à répondre aux urgences climatiques déjà visibles.

Et cette attaque budgétaire ne s'arrête pas là !

Le travail et l'emploi perdent 95,5 millions d'euros, alors que les agents subissent déjà la précarité, les surcharges, les réorganisations permanentes et les conséquences directes des fortes chaleurs sur leurs conditions de travail.

La recherche et l'enseignement supérieur perdent 35 millions d'euros, au moment même où l'innovation, la connaissance scientifique, l'anticipation et l'adaptation au changement climatique devraient être massivement soutenues.

L'économie perd 13,5 millions d'euros, la culture 20,2 millions d'euros, la santé 1,7 million d'euros, le sport 1,2 million d'euros et la sécurité 2 millions d'euros. Ces chiffres ne sont pas de simples lignes comptables : ils correspondent à des missions, à des équipes, à des besoins sociaux et à des politiques publiques déjà fragilisées.

Ces coupes affaiblissent des services publics indispensables à la cohésion sociale, à la protection des populations, à l'égalité d'accès aux droits et à la capacité du pays à faire face aux crises climatiques, sanitaires, économiques et sociales.

La FGF-FO dénonce une politique budgétaire aveugle, brutale et irresponsable, qui tourne le dos à la transition écologique, à la protection des travailleurs, à la santé des agents et aux besoins réels des citoyens.

Pendant que les températures explosent, l'État retire les moyens d'agir. Pendant que les agents tiennent les services publics à bout de bras, le Gouvernement réduit les crédits qui permettent de protéger, prévenir et répondre aux urgences tout en sacrifiant les conditions de travail de ses agents. Cette logique comptable est une faute politique majeure.

La FGF-FO exige le rétablissement immédiat des crédits supprimés et l'ouverture d'un véritable plan d'urgence pour renforcer les services publics, en particulier ceux chargés de la protection environnementale, de la prévention des risques et de l'accompagnement des populations.

La canicule n'est pas un aléa budgétaire. C'est un signal d'alarme. Y répondre par des coupes, c'est affaiblir l'État au moment même où les citoyens et les agents ont besoin d'un service public renforcé, présent et protecteur.

Face à cette nouvelle saignée budgétaire, l'heure n'est plus à l'attente mais à l'action. Force Ouvrière appelle tous les agents à se mobiliser et à participer massivement à la grève du 29 septembre 2026 afin de défendre le service public, nos emplois, nos salaires et nos droits.

Ensemble, faisons entendre notre refus de l'austérité et imposons d'autres choix pour l'avenir.